Assemblée de secteurs en luttes de la région parisienne

Voici le premier tract unitaire issu de **l'Assemblée de secteurs en lutte Région parisienne** qui s'est tenue jeudi 30 avril à l'Université Paris III Censier, avec la participation d'une cinquantaine de personnes dont des étudiants, des enseignants, des BIATOSS, des représentants de la CSP 75, des travailleurs sans emplois, et quelques travailleurs en lutte (BHV, Radio-France,...). Cette AG fait suite à l'AG précédente de la semaine d'avant à la Bourse du travail de Paris, qui elle-même faisait suite au rassemblement interpro devant la FNAC bastille du jeudi 9 avril.

Ce tract unitaire est un premier écrit de revendications communes (non exhaustives) et appelle à la création de comités de mobilisation dans chaque lieu de travail, de vie, et d'étude, en vu de préparer la grève générale pour imposer nos revendications. Après discussion et amendements, il fut approuvé à l'unanimité moins deux abstentions.

La tendance CLAIRE du NPA soutient cet appel et appelle à diffuser massivement ce tract, afin de réussir la prochaine AG de secteur en luttes qui aura lieu jeudi 14 mai à la Bourse du travail de Paris.

Assemblée de secteurs en lutte Région parisienne : **Texte unitaire de salariés, avec et sans papiers, chômeurs et étudiants en lutte**

Depuis plusieurs semaines, des salariés du public et du privé, des étudiants et des enseignants, des chômeurs et des précaires, avec ou sans papiers, syndiqués ou non syndiqués, ont décidé de se réunir ensemble régulièrement pour définir des actions et revendications communes, et organiser la convergence entre les différentes luttes en cours.

Actuellement, en région parisienne et dans toute la France, la plupart des secteurs du public (l'éducation, de la maternelle à l'université, la santé, l'énergie, la poste…) sont dans des dynamiques de mobilisation ou déjà en grève contre le processus de privatisation qui touche l'ensemble du service public. La précarisation des emplois concerne tous les salariés, du public comme du privé. La course à une rentabilité toujours accrue des travailleurs a un prix : 3000 chômeurs de plus par jour en France ! Alors que les plans sociaux, les licenciements et les délocalisations se multiplient, les conflits sociaux se durcissent dans des nombreuses entreprises (Continental, Fnac, BHV, IBM…). Les travailleurs sans-papiers, qui sont maintenus dans des conditions de précarité extrême, afin de faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous les salariés, sont largement employés dans les secteurs les plus difficiles (bâtiment, restauration, manutention, services à la personne…). Malgré ces conditions, les sans-papiers sont investis dans des nombreuses grèves (KFC, Man Btp, Adecco…) et s'organisent en collectifs ou coordinations.

Les politiques du gouvernement et du patronat s'inscrivent dans une même logique capitaliste qui vise à accroître les profits d'une minorité, en dégradant nos conditions de vies et en marchandisant nos acquis sociaux. Ce n'est que par une lutte unitaire autour de revendications communes que nous pourrons obtenir des meilleures conditions de vie, de travail et d'étude pour tous.

Nos revendications communes

Nous exigeons un service public de qualité, gratuit et accessible à tous, et géré collectivement par les travailleurs et les usagers. Par conséquent nous demandons l'abrogation des lois de privatisation du secteur public : éducation, santé, énergie, poste…

Nous ne voulons pas perdre nos vies à les gagner, par conséquent nous demandons l'augmentation du salaire minimum (SMIC), l'indexation des salaires sur les prix, et un contrôle du prix des denrées de base.

Nous nous battons pour l'interdiction des licenciements et des délocalisations ; le partage des heures de travail afin de travailler moins pour travailler tous ; et la réquisition, sous contrôle des travailleurs, des entreprises qui ferment ou licencient massivement.

Nous refusons une politique d'immigration qui organise les inégalités entre les travailleurs et les divise en bénéfice des gouvernements et du patronat. Nous exigeons ainsi la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, la fermeture des centres de rétention et l'arrêt des rafles et des expulsions.

Nous ne laisserons pas l'État criminaliser les luttes sociales, de même que nous n'admettons pas la répression comme seule issue à toutes les formes de contestation. Nous exigeons ainsi l'abrogation des lois sécuritaires, anti-terroristes, ainsi que l'arrêt des poursuites pour tous les inculpés du mouvement social.

Préparer la grève générale pour imposer nos revendications

Seule la grève générale interprofessionnelle et reconductible permettra de créer un rapport de force contre la politique du gouvernement et du patronat, et ainsi imposer nos revendications. Nous voyons bien que la politique des grandes directions syndicales ne vise pas à construire cette grève générale. Ainsi nous appelons à la création de comités de mobilisation dans chaque lieu de travail, de vie et d'étude, afin de définir une plate-forme de revendications communes et de construire une mobilisation d'ensemble.

Prochaine Assemblée le jeudi 14 mai à la Bourse du Travail de Paris à 18h00

Par ailleurs nous appelons aussi aux rassemblements en soutien aux inculpés de la manifestation du 19 mars, les lundis et mardis 4, 5, 9, et 22 mai à la Place Saint Michel

à 9h.

Contact : convergenceparisienne@yahoo.fr

Tendance CLAIRE, le 30 avril 2009